



COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IV^{ème}
Internationale.

SAMEDI 3 NOVEMBRE 1984

N° 274

PRIX : ANTILLES : 2 F 50
FRANCE : 3 F 00

Editorial

**DERRIERE LE PROBLEME
DES 40 % : LE GOUVERNEMENT
PREPARE UNE ATTAQUE CON-
TRE LE NIVEAU DE VIE DE
TOUS LES TRAVAILLEURS.**

Le préfet de Guadeloupe a confirmé ce que Monsieur Lemoine, Ministre des DOM-TOM avait déjà annoncé concernant les salaires des fonctionnaires.

La partie du salaire qui est la prime de vie chère - les 40 % sera gelée. Que veut-il dire ainsi ? Le salaire des fonctionnaires aura une partie qui ne suivra pas les augmentations accordées chaque année. C'est à dire qu'au bout d'un certain temps avec l'inflation - la hausse des prix et la baisse de valeur de la monnaie - les 40 % vont tout simplement perdre leur valeur et se réduire finalement à néant. Et vu la crise économique actuelle, cela ira assez vite ! C'est l'astuce que les socialistes au gouvernement ont trouvé pour éviter la mobilisation et la riposte des fonctionnaires.

Le gouvernement est sans doute bien renseigné aujourd'hui, sur le fait que beaucoup de fonctionnaires ne se considèrent ni comme des nantis, ni comme des privilégiés et qu'ils sont prêts à se défendre. Alors pour détourner l'attention il a choisi une solution qui consiste à maquiller l'attaque. Ce qui permet au préfet Saborin de s'écrier (lors de Cinq questions cinq réponses sur RCI le Mardi 30.10 : « Que le gouvernement n'a jamais dit qu'il allait supprimer les 40 % ! Qui a lancé cela ? etc... Le faux naïf que voilà !

A quoi aboutira ce «gel» qu'on dira «provisoire». Mais comme dit lui-même Saborin. «En France le provisoire dure».

Dans cette histoire de «40 %», il ne s'agit si plus ni moins que de faire baisser le salaire de milliers de gens, qui des PTT, qui des services de l'éducation nationale ou des employés des collectivités, des services de santé etc... Derrière le bruit organisé sur le «privilège» «des riches» de la fonction publique, il y a le sort des travailleurs qui ne sont ni des préfets, ni des chefs de service, ni des hauts gradés de la fonction publique. Ceux là verraient leur sort se dégrader considérablement s'ils ne s'opposaient pas tout de suite et en masse à cette attaque gouvernementale. C'est leur patron, l'Etat patron, qui les attaque, et qui s'en prend à leur niveau de vie. Ils doivent réagir sans se laisser détourner par les arguments stupides de certains politiciens qui sont des opposants politiques au colonialisme français, mais ne représentent ni ne défendent les intérêts des salariés, des travailleurs. Suite page 3

Martinique :

LES EBOUEURS EN GREVE



Ils ont troqué le fusil pour la pelle à ordures.

A l'heure où nous écrivons, la grève des éboueurs continue.

C'est à la suite de l'échec des négociations avec la direction, que les 250 éboueurs de l'entreprise Figuières, chargée du ramassage des ordures ménagères et du nettoyage des rues à Fort-France et Schoelcher, sont entrés en grève illimitée à partir du mercredi 17 Octobre.

Les employés exigent que la prime de salissure, actuellement de 5 %, soit

portée à 15 % pour les ouvriers du garage. Ils réclament la garantie de salaire en cas de maladie ou d'accident à 100 %, une prime d'ancienneté de 21 % à partir de 21 ans, et qu'on leur verse le prix des trois vêtements de travail qu'ils auraient dû recevoir pour l'année 1983.

Mais le patron de son côté, n'est prêt à satisfaire aucune des revendications de ses employés. Il ne veut accorder que 10 % de prime de salissure aux

ouvriers du garage, et ne garantir que 90 % du salaire en cas d'accident ou de maladie pour tout le personnel. Quant à la prime d'ancienneté, il entend la maintenir à 15 ans, tandis qu'il refuse de payer le prix des vêtements de travail aux employés, sous prétexte que ce n'est pas de sa faute si l'entreprise Madras-confection à qui il les avait commandés, n'a pas été en mesure de les livrer dans les délais.

Devant la détermination des employés, Figuières aurait voulu faire appel à l'armée pour briser la grève en ramassant les ordures, celle-ci d'abord refuse, mais finalement, les municipalités ont mis leur matériel à la disposition de l'armée et celle-ci est passée, dimanche dans les rues pour ramasser les ordures.

Il faut croire que la conscience des autorités n'était pas tranquille puisqu'ils ont mis policiers et gendarmes pour surveiller le ramassage fait par les soldats. Dans le but de dresser l'opinion publique contre son personnel, Figuières a déclaré à R.F.O que celui-ci était très bien payé et exigeaient la satisfaction de revendications exagérées.

Les ouvriers se sont alors présentés à leur tour à RFO pour rétablir la vérité, et montrer avec leurs fiches de paie comme preuve, que ce patron pleurnicheur n'hésitait pas à tromper la population en lui mentant pour défendre ses profits. On leur a refusé le droit de s'exprimer à l'antenne.

Suite page 4

GREVE AU GOURMET SHOP DE ST MARTIN

Depuis le 11 octobre, les travailleurs du Gourmet Shop de Saint-Martin sont en grève.

Ils exigent la réintégration de deux de leurs camarades caissières qui ont été licenciées à la suite d'un soi-disant contrôle des caisses par un chef caissier, qui est lui-même «l'homme de la direction».

Après plusieurs jours de grève, l'inspecteur du travail lui-même, n'a pas pu établir la responsabilité des caissières, d'autant que le chef qui les accuse détient lui-même les clés des caisses durant plusieurs heures. Cela n'écarterait donc pas, toujours selon l'inspection du travail, une possibilité d'intervention à ce niveau.

Les travailleurs, eux n'écarteraient aucune hypothèse d'autant qu'ils savent que le directeur Alexis voudrait régler un compte avec eux depuis la dernière grève qu'ils avaient faite en avril dernier pour mettre un petit chef au pas.

En tout cas, ils ne veulent pas entendre l'histoire montée par la direction. Ils estiment en plus que si il faut parler de vol, il faut chercher plutôt du côté des patrons qui régulièrement volent la plus-value sur leur dos.

Le mouvement est resté pendant tout le mois d'octobre très ferme, des piquets de grève étaient organisés pour déjouer les manœuvres patronales et ce malgré les rencontres d'intimidation de la direction et des gendarmes de Marigot.

Le 23 octobre, dix travailleurs et délégués du MASU (organisation où sont syndiqués les employés du magasin) étaient convoqués devant le tribunal de grande instance de Basse-Terre pour entrave à la liberté du travail.

CRS et policiers les attendaient en grand nombre. D'après le MASU il n'y avait pas moins de 5 chars de CRS et 3 fourgons de policiers et une dizaine de policiers en civil.

La direction attendait que le tribunal se prononce pour l'expulsion des grévistes du Gourmet Shop par les forces de l'ordre. En fait le tribunal a demandé d'assurer le libre accès du magasin au personnel non gréviste, mais n'a pas requis l'intervention des forces de l'ordre.

Aujourd'hui l'affaire en est là. Les travailleurs tiennent bon. Alexis le directeur ne veut pas céder.

Une nouvelle négociation devait avoir lieu mardi 31 octobre en présence de l'inspecteur du travail.

Les travailleurs pour leur part ne veulent pas céder face à tant d'injustice et exigent la réintégration de leurs camarades.

Pour aider, ils pourront sûrement compter sur l'appui des autres employés des grands magasins qui sont, eux aussi, si souvent aux prises avec les injustices et le mépris de leurs patrons.

Martinique : ASE PLERE MEPRISE SES LECTEURS

Le journal nationaliste «ASE PLÉRÉ AN NOU LITÉ», contenait dans ses deux derniers numéros, 45 et 46 un dossier intitulé «Mafia-espions — police secrète au service de la bourgeoisie».

Ce dossier est l'occasion pour ceux qui l'ont fait de réécrire l'histoire à leur manière. En effet, les représentants des courants de pensée qui les gênent, y figurent comme des membres de la mafia, des espions ou des agents secrets au service de la bourgeoisie, au même titre que ceux qui le sont réellement. C'est ainsi que Trotsky est qualifié par eux d'agent de Hitler. En revanche, les stalinien et les nationalistes bourgeois y sont qualifiés de fidèles défenseurs du prolétariat !

Pour réussir cet exploit, les auteurs de ce dossier n'hésitent pas à mentir en pensant que plus le mensonge sera gros, plus il sera cru.

En fait, l'objectif des auteurs est clair : tromper leurs militants et leurs sympathisants pour créer chez eux une prévention très forte à l'encontre des membres d'autres organisations qui se réclament des idées révolutionnaires.

Exemple : si Trotsky fut un agent de Hitler, les trotskistes sont donc des fascistes...

ASE PLÉRÉ, en raisonnant ainsi, pense que les gens qui sont dans

son organisation n'auront pas envie d'entretenir des relations fraternelles, ni même de discuter avec les autres.

Cela montre dans quel mépris ASE PLÉRÉ tient ses lecteurs et ses militants pour leur servir une telle sauce infâme.

Voilà des dinosaures stalinien qui vont déterrer le vieux ramassis de faix écrits sur ordre de Moscou, par deux plumitifs vénaux pour prouver que Trotsky fut un agent de Hitler !

C'est prendre les militants et les lecteurs de ASE PLÉRÉ pour des gens stupides ou des naïfs.

Pour notre part, nous avons une meilleure opinion des jeunes qui vont vers ASE PLÉRÉ en croyant aller vers les idées révolutionnaires.

Nous croyons qu'ils sauront faire le tri, se renseigner sur les idées de Trotsky, sur l'histoire de la révolution russe.

Nous leur conseillons de lire les ouvrages sérieux écrits sur l'histoire de cette révolution, son déroulement et le sort qu'elle a connu. Cela leur permettra de savoir comment la Russie des Tsars et des propriétaires fonciers, est devenue la Russie soviétique.

Mais aussi comment la Russie révolutionnaire est devenue la Russie stalinienne et l'état bureaucratique qu'il est aujourd'hui.

EMILE MAURICE : S'EN VA-T-EN GUERRE

Depuis la fin du mois de Septembre en Martinique, on apprend par tous les médias que le président du Conseil général, Emile Maurice, a déclaré la guerre au préfet.

En effet, le conseil général, qui est de droite, a la charge selon la loi, des dépenses effectuées par le corps préfectoral, or, il reproche compte tenu de ses difficultés de trésorerie, à ce dernier d'avoir un train de vie trop élevé. Il trouve aussi les termes de la lettre par laquelle le préfet lui demande de payer la note, offensants pour sa dignité. De plus les élus de droite du conseil général n'acceptent pas que le préfet ne les ait pas invités à discuter le projet du découpage des cantons pour les prochaines élections, comme cela a été le cas dans les autres départements.

faire prendre son parti.

Non pas que subitement E. Maurice aurait d'autres propositions à faire en faveur des plus pauvres, ni qu'il aurait un souci subit de voir diminuer des dépenses faites inconsidérément. Le fond du problème est bien évidemment que ce ne sont pas ses petits copains de droite qui sont actuellement au pouvoir. Alors même si ce gouvernement qui se dit de gauche ne mène pas une politique différente des gouvernements précédents, Maurice et les siens contestent, font du bruit. Les places qu'ils occupaient autrefois dans les coulisses du gouvernement sont aujourd'hui occupées par les notables du PPM et du PS.

D'où la mauvaise humeur permanente des anciens pontes de droite !

Alors, est-ce vraiment la guerre ouverte entre préfet et conseil général ? Les reproches d'Emile Maurice sont-ils fondés ?

En fait, Emile Maurice fait de grandes déclarations contre le préfet et son train de vie, sans jamais avancer la moindre preuve de ce qu'il dit. Il s'est bien gardé, en particulier, de citer des chiffres au sujet des dépenses préfectorales. En réalité, il ne souhaite pas que la population puisse être jugée dans ce conflit, et il évite de lui donner des éléments peut-être réels qui auraient pu servir à cela. Il espère que tout le bruit qu'il fait sur cette affaire suffira à lui

De plus, l'approche des élections cantonales les incite à prendre des positions plus fermes, sachant qu'il est facile de faire reculer ce gouvernement qui est lâche et faible. Donc, dans leur guerre verbale contre le préfet, Emile Maurice et les autres membres de la droite se moquent de la véracité de leurs déclarations, ce qui compte pour eux, c'est l'effet qu'elles pourraient avoir en leur faveur lors des prochaines échéances électorales.

Il faudra par conséquent, ces jours-ci, s'attendre à entendre la voix de tous les politiciens de droite tonner contre le gouvernement à la moindre occasion, car la chasse aux votes a commencé.

Guadeloupe : LES SCANDALES POLITICO-FINANCIERS : un sous produit de la société capitaliste

Tout une série de scandales à la fois financiers et politiques a récemment défrayé la chronique en Guadeloupe.

Il y a eu tout d'abord l'affaire de la compagnie «Air Guadeloupe». Le Président directeur général ainsi que le directeur de cette compagnie auraient acheté des avions B.N. à un prix qui n'aurait rien à voir avec leur vraie valeur. L'opération se chiffrait à plusieurs millions de centimes.

Puis il y a eu le scandale de l'Institut des Sciences Humaines Appliquées (I.S.H.A.), à qui sans contrôle le Conseil Régional a accordé environ 9 millions. Cet institut est resté plusieurs mois sans verser aux employés leur salaire alors qu'en principe l'argent voté et remis par le Conseil régional l'était à cette fin. On a appris après enquête que cet argent avait surtout servi à l'organisation de succulents gueuletons par les responsables du dit institut.

Aujourd'hui il est beaucoup question du scandale lié à la façon dont le Président du Conseil Régional a embauché en tant qu'agent permanent, Mr Lothier, et de la rapidité avec laquelle ce dernier a obtenu des augmentations de rémunération. Selon la presse, M. Lothier aurait gagné en un an et d'un seul coup 141 points d'indice. C'est là un fait insolite pour une administration et un fonctionnaire. De plus d'après un courrier de l'UIG-CFDT-Interco- Mr

Lothier aurait été employé par le Bureau du Conseil Régional, sans aucune délibération du Conseil, même celle de créer le poste qu'il occupe. C'est là toujours selon la CFDT, un acte illégal, que devrait sanctionner le Préfet de région chargé d'un contrôle a posteriori des ac-

tes du Conseil Régional, et du Conseil Général.

Là où l'affaire se corse, c'est que le même Lothier contrôle une sorte d'organisme aux buts mal définis (l'ICDR) qui reçoit des fonds du Conseil Régional dont le président a le même Monsieur Lothier comme conseiller personnel et directeur de cabinet.

Une odeur de scandale flotte autour Conseil Régional, que des journalistes de la presse parlée ont mis en évidence

Et si l'on remonte un peu plus loin dans le passé l'on a également connu l'affaire de la SODEG où plusieurs millions de Francs ont été détournés par des gros bonnets de la place et des politiciens bien connus sans qu'aucun d'entre eux jusqu'à présent n'ait été inquiété de façon sérieuse.

Mais il n'y a rien d'étonnant à de tels scandales politico-financiers mettant directement en cause de hauts responsables politiques. C'est là un phénomène inhérent au type même de société dans lequel nous sommes à savoir la société capitaliste. Dans une telle société reposant sur un vol (légal !) à grande échelle, celui de la plus-value produite par

le travail des salariés, vol officiel et considéré comme des plus normaux par les profiteurs du système. Il y n'a donc rien de supprenant à ce que ceux-là même qui sont chargés à un plus haut niveau de le gérer, se servent également au passage.

Quand dans une société c'est la lutte pour l'enrichissement individuel qui l'emporte au point d'en être le mobile essentiel, il ne faut point s'étonner que ceux qui parviennent au pouvoir politique se taillent une part avec d'autres méthodes, privés qu'ils sont de la possibilité de pomper directement de la plus-value comme le font tous les patrons et plus particulièrement ceux du grand capital.

COPATEL

Le conseil municipal s'est prononcé pour l'achat de l'hôtel COPATEL dont les restes vont être revendus aux enchères au début du mois de novembre prochain. D'après les renseignements fournis par le maire l'adjudication pourrait aller de 1.000.000 F à 10.000.000 F. Toujours d'après H. Beaujean, pour constituer le capital, une société d'économie mixte a été mise sur pied. Les sociétaires seraient notamment la commune du Moule, la Mutuelle de Mare-Gaillard etc... Mais, la souscription reste ouverte. Pour un capital de 2.500.000 F l'apport de la commune serait autour de 1.500.000 F. Pour ce qui est de la mise en état de l'hôtel, cela coûterait 20.000.000 F. La somme s'obtiendrait sous forme de prêts bancaires ou mutuelles. Chose importante, il est possible que la commune puisse bénéficier du droit de préemption dans cette affaire. Mais il faut

ECHO DU MOULE

attendre.

En gros, voilà ce qui a été dit sur cette affaire au cours de ce conseil municipal. Devant un tel choix, nous sommes, nous Mouléens en droit de nous poser la question de savoir si cette opération est bonne ou est-ce qu'elle n'est pas bonne ? Dans ce cas il nous faut des données autres que verbales sur le coût total de l'opération, et notamment le prix d'achat de l'immobilier, les dépenses de rénovation totale plus tout l'équipement nécessaire au fonctionnement normal d'un tel complexe.

Aussi, nous sommes en droit de nous demander : est-ce que cette opération va être favorable à la population, cela au niveau des salaires, et autres avantages sociaux ?

Est-ce que l'embauche va être démocratique par exemple ? Allons nous nous trouver face à une opéra-

tion purement électorale ?

Est-ce qu'il n'y aurait pas des priorités de travaux plus urgentes à réaliser dans la commune notamment :

- Les égouts dans les quartiers qui n'en ont point.
- L'électrification à améliorer
- l'installation d'eau potable
- l'assainissement de certains quartiers qui sont de vraies poubelles (étang de Sergent). Nous pensons qu'il faut discuter de toutes ces questions. Il faut que tout cela soit discuté avec tous les Mouléens, de quelque bord qu'ils soient. Car cette affaire n'est pas uniquement du ressort des spécialistes juridiques et financiers. Dans cette affaire, nous avons notre mot à dire.

Sous quelle forme le débat va-t-il se dérouler ?

Il faut voir. En tout cas, le débat est ouvert.

Après le vote du budget des DOM :

RESTRICTIONS ET AUSTERITÉ

CONTRE LES TRAVAILLEURS

Les représentants de l'Etat, ministre des DOM, préfets, ont mis l'accent pendant et après le vote du budget des DOM sur le fait que ce budget augmentait plus vite en 1985 que le budget général de l'Etat. Le budget passe de 1 milliard 219 millions à 1 milliard 369 millions, soit plus de 12 % d'augmentation. Et de montrer que la France généreuse pensait d'avantage aux «portions éloignées» de la France qu'à la métropole même, puisque le budget de l'Etat n'augmente que de 5,9 %.

Lemoine ment par omission. Car le budget des DOM ne comprend qu'une très faible partie des transferts réalisés par l'Etat dans les colonies. En effet l'essentiel de ces transferts provient des ministères «techniques», comme ceux de la Santé, de l'Education, de l'Agriculture ou autres, qui déversent directement dans chaque DOM et TOM les crédits qui n'ont augmenté dans le nouveau budget que de 1,12 % soit moins que l'augmentation prévue du coût de la vie et moins que le budget de l'Etat.

De plus, déjà pour le budget 1984, ces crédits n'ont augmenté que de 6,3% alors que la hausse du coût de la vie atteignait 10,8 %.

En conclusion, loin de voir l'aug-

mentation des crédits de l'Etat dans les DOM, 1985 verra pour la deuxième année consécutive une diminution en valeur réelle des transferts publics.

Ce budget d'austérité, se traduit par une aggravation réelle des conditions d'existence de la population en France. Mais dans des régions peu développées comme la Martinique et la Guadeloupe, dépendant économiquement de l'Etat Français, cela peut prendre des proportions beaucoup plus graves.

Car l'économie des Antilles est déterminée avant tout par les «transferts sociaux» venant de la France. Ainsi la part des salaires de la fonction publique constitue une part déterminante de l'ensemble des salaires versés et c'est autour de ces salaires que se bâtit l'échelle des salaires en Guadeloupe et en Martinique.

D'ailleurs le gouvernement traduit déjà dans les faits l'austérité du budget. Les 40 % et autres dispositions particulières des fonctionnaires seront «gelés».

Donc la situation deviendra bien plus difficile pour les salariés de l'Etat, mais aussi pour tous les pauvres qui survivent au moyen d'allocations diverses, ou qui sont embauchés en tant qu'auxiliaires dans les administrations ou les collectivités locales. Voilà donc le cadeau que leur fait le gouvernement socialisant de France.

Baie-Mahault : 14 habitants de la Jaille

condamnés à être expulsés par le tribunal

Les pouvoirs publics continuent dans leur entreprise qui consiste à chasser de leur maison et de leur lieu d'habitation les pauvres qui vivent dans des zones résidentielles ou qui pourraient le devenir.

Le dix octobre dernier, c'était 14 familles de Baie-Mahault qui comparaissaient devant le tribunal correctionnel de Pointe-à-Pitre. Il leur était reproché d'avoir édifié des cases sans permis de construire dans la zone de la Jaille. Le tribunal a condamné ces 14 familles à quitter leur maison et à retirer leur case dans un délai de huit mois.

En outre, elles devraient payer une amende de 800 F chacune. Elles on fait

appel.

Il faut dire que depuis quelques années, le quartier de la Jaille a vu pousser de coquettes villas, et que la proximité de cases de malheureux pourrait empêcher les prix du terrain de grimper, et nuire à la spéculation foncière. Et comme la voracité des spéculateurs soutenus par les pouvoirs publics, ne connaît pas de limite, tous les environs de Pointe-à-Pitre, de la Jaille à Grand-Baie, seraient en passe de devenir des zones résidentielles ou hôtelières, et les malheureux sont priés de quitter les lieux.

Mais jusqu'à présent, les occupants de Baie-Mahault ont tenu bon.

INTEGRATION DES PRIMES AU SALAIRE !

Le gouvernement français veut «geler» la prime de vie chère qui est attribuée aux fonctionnaires. «Geler», c'est-à-dire que cette prime va rester stationnaire, et finalement disparaître.

Cela montre la fragilité des primes attribuées aux travailleurs par les patrons, comme par l'Etat aux fonctionnaires.

A tout moment, les patrons peuvent décider de revenir sur ces primes.

Tout d'abord les travailleurs ont tout intérêt à réclamer l'intégration des primes aux salaires.

Et puis, il vaut mieux se battre pour des augmentations réelles et substantielles de salaires, qui permettent de vivre décemment. Car il est plus difficile à un patron ou un gouvernement de décréter la diminution des salaires, que la suppression d'une prime.

Il est étrange d'entendre des organisations qui veulent l'indépendance de la Guadeloupe et qui sont en majeure partie constituées ou dirigées exclusivement par les membres des professions libérales s'en prendre elles aussi aux «fonctionnaires». Finalement donner un coup de main à l'Etat colonial pour baisser le salaire d'une catégorie de travailleurs. Or en même temps ils veulent faire croire qu'ils défendent les intérêts du peuple !

Les travailleurs des autres branches - du secteur privé - ceux qui, comme les fonctionnaires, n'ont d'autres ressources que d'être des salariés doivent aussi comprendre que l'attaque gouvernementale ne se limite pas aux fonctionnaires. La pression en baisse sur les salaires va se répandre dans l'ensemble de la classe travailleuse. Après la baisse des salaires des fonctionnaires les patrons grands moyens et petits du commerce (par exemple) vont prétexter (à tort ou à raison) la baisse de leur chiffre d'affaire pour diminuer les salaires et même licencier du personnel. Et ce n'est qu'un exemple. Sans les secteurs tels que la sécurité sociale, l'EDF, le bâtiment, les directions et les patrons

Guadeloupe :

Echos des entreprises de commerce

NOUVELLES GALERIES : DIRECTION ET PETIT CHEF S'EN PRENNENT A UN DE NOS CAMARADES, IL NE SE LAISSE PAS FAIRE

Un employé des Nouvelles Galeries avait abîmé ses chaussettes en travaillant. Et il eut droit à un bon déconomat pour retirer une paire de chaussettes de son choix au rayon, ce qu'il fit. Mais l'inspecteur gadget de service attaché à nos semelles chaque fois que nous faisons nos courses, le prit avec ses chaussettes ! L'employé se contenta de l'envoyer promener. Le petit chef alla alors à la direction pour rapporter que celui-ci avait so-disant volé des chaussettes.

L'employé présenta alors le bon tout à fait en règle. Mais le surveillant ne voulut pas en rester là, il se plaignit au directeur d'avoir été insulté, l'employé fut alors convoqué à la direction, et le directeur lui a alors donné un avertissement oral.

Une telle injustice, a provoqué chez notre collègue une véritable crise de fureur dont nous fûmes témoin dans le magasin.

En résultat, nouvelle convocation par le directeur, et nouvel avertissement à l'employé, cette fois pour avoir manifesté sa fureur face à l'injustice.

Mais, avertissement ou pas, notre collègue ne s'est pas laissé faire, et la prochaine fois, direction et petit chef y regarderont à deux fois avant d'accuser l'un d'entre nous de vol.

Gosier : Grand Baie : piétons en danger

Aux abords du quartier de Grand Baie à Gosier, le mur de sécurité de la rocade constitue une barrière infranchissable pour toute personne qui ne peut lever la jambe assez haut pour sauter par dessus. De plus compte tenu de la vitesse des voitures, la traversée de la chaussée aussi bien que cette gymnastique se font au péril de la vie des habitants.

Ce genre de traversée périlleuse est même interdite par le code de la route, et si un piéton est accidenté, il n'est même pas certain d'être dans son droit

Martinique

Echos des Hopitaux

BLANC BONNET : BONNET BLANC
A NOUS DE NOUS DEFENDRE !

De la Gauche à la Droite c'est toujours la même politique. Les derniers étaient directs, les premiers sont sournois et hypocrites.

Tous, par contre, sont d'accord pour diminuer sur les 40 %. Pour eux ceux qui les perçoivent sont les privilégiés de la Martinique.

Certains comme notre directeur disaient qu'avec ça de moins à verser, il pourrait embaucher des centaines de travailleurs, d'autres y pensent aujourd'hui pour relancer l'industrie du Bâtiment.

Tout ce monde est d'accord sur un point, ne pas attaquer les fortunes des possédants. Pourtant c'est bien là qu'ils trouveraient des sommes consistantes à prendre pour investir et créer des emplois. Ainsi ils agiraient efficacement pour que «l'argent des Martiniquais reste à la Martinique», comme s'en vante Darsières.

Mais le faire signifierait s'attaquer aux capitaux amassés grâce au vol légal fait sur l'ensemble des travailleurs. De cela il ne peut être question pour ces gens qui sont les défenseurs patentés de la classe capitaliste.

CAUSEZ TOUJOURS

«Bosses, bosses», ce sont les mots que les chefs emploient à longueur de journée pour les travailleurs de Blanchisserie qu'elles ne finissent pas de prendre pour des esclaves.

Parler en travaillant et prendre 15 minutes pour manger c'est déjà trop pour elles.

Par contre faire remplacer les collègues parties à la retraite ou en congé ce n'est pas leur souci.

Suite de l'éditorial

vont s'en prendre ouvertement et directement au niveau de vie des travailleurs. La politique que veut instaurer le gouvernement conduit de façon brutale à la diminution de la part des revenus qui vont aux salariés. Et quand il annonce par la voix de Lemoine que c'est pour faire des logements, c'est au mieux une façon de redistribuer (à la place de l'Etat) de l'argent aux grosses sociétés Métropolitaines. Or, précisément une part de l'argent des fonctionnaires va déjà aux petites entreprises locales du bâtiment ou même à des artisans indépendants pour construire des maisons individuelles que, tant bien que mal, certains salariés arrivent à construire et justement un grand nombre de fonctionnaires !

Alors, il faut refuser tout à la fois les mensonges et maquillages de Lemoine et de son gouvernement de faux-amis du peuple, mais aussi les positions du type de celle ce

l'UPLG. Car celles-ci aboutissent à placer les travailleurs dans une position d'infériorité par la dégradation de leur niveau de vie.

Il faut être clair.

Tant que la Guadeloupe et les autres DOM sont dans le régime actuel il ne faut absolument rien céder sur son niveau de vie sous prétexte que «cela ne sera pas possible» dans la Guadeloupe ou la Martinique de demain.

Lorsque cela arrivera, il sera toujours temps pour les travailleurs de dire sous quelle forme et à quel niveau ils veulent être rémunérés et quels sacrifices ils sont prêts à consentir. Cela se discutera selon les conditions politiques du moment. Mais qui plus est, accepter de voir son niveau de vie baisser aujourd'hui sans se battre, ce serait accepter aussi les que les memes (UPLG ou autres, la bourgeoisie et la moyenne bourgeoisie aisées) imposent demain d'autres sacrifices de façon autoritaire aux travailleurs, pendant qu'eux-mêmes, au sommet de la société, conserveraient un niveau de vie de type occidental.

Il n'y a aucune raison que les travailleurs acceptent une telle supercherie.

AFRIQUE DU SUD :

OPÉRATION DE RATISSAGE DANS LES GHETTOS

Le mardi 23 octobre, 7000 soldats et policiers blancs sud-africains ont quadrillé les ghettos noirs de Sebokeng Sharpeville et Boipatong au sud de Johannesburg. Faisant irruption à trois heures du matin dans chaque maison, les soldats tiraient les noirs de leurs lits et fouillaient systématiquement partout. Cette opération militaire baptisée «jonc» avait pour but, selon le pouvoir blanc, de rechercher les armes et les éléments révolutionnaires liés aux récentes émeutes.

Armés jusqu'aux dents, avec camions et autochenilles, à l'aide de nombreux chiens policiers, les forces de répression ont visité chacune des 15.000 maisons du ghetto. Plus de 300 personnes ont été arrêtées.

C'est à Sebokeng qu'eurent lieu les plus violentes émeutes noires de ces dernières semaines, et c'est donc une mesure de répression et d'intimidation de grande envergure contre les noirs des ghettos révoltés : qu'organisa le pouvoir blanc de Pretoria.

En fait, depuis le mois d'août et les grandes émeutes qui secouèrent les ghettos noirs, comme Sebokeng, Sharpeville, Soweto et d'autres.

La révolte des noirs, ne s'est jamais vraiment calmée. C'est tous les jours que sporadiquement éclatent des mouvements de colère. Et ce qui pousse les noirs à la révolte c'est l'intolérable situation de misère et le racisme qu'ils subissent. Les noirs vivent dans des baraquements en tôle, connaissent un taux de chômage qui a considérablement augmenté avec la crise. L'augmentation de la taxe générale sur les produits est passée en juillet dernier de 7 à 10 %. A cela s'est ajoutée la colère des lycéens. Jusqu'à maintenant, des dizaines

de milliers d'élèves boycottent encore les cours après plus de deux mois de grève. Ils dénoncent la mauvaise qualité de l'enseignement, demandent l'abolition des châtiements corporels et réclament la gratuité des ouvrages scolaires. Malgré deux concessions faites par le gouvernement blanc : l'établissement de conseils représentatifs d'élèves et l'abolition de l'âge limite. Les élèves poursuivent leur lutte. Ils réclament en plus, la libération de tous les profs et étudiants actuellement détenus.

Le pouvoir blanc accuse les organisations qui luttent contre l'apartheid d'être directement ou indirectement responsables des émeutes, en particulier, l'Asapo (Azanian People's Organisation), organisation du peuple Azanien. L'Azanie étant l'appellation nationaliste de l'Afrique du Sud, le Cosas (Congrès des étudiants sud-africains) et l'UDF (front démocratique uni).

Mais si ces organisations ont une certaine audience dans la population noire, c'est surtout à l'exaspération et la colère légitime des noirs qu'il faut attribuer les émeutes.

Certaines émeutes furent totalement spontanées.

D'ailleurs, sitôt partis les soldats, des centaines de lycéens ont de nouveau occupé les rues, dans les trois ghettos du «Triangle du Vaal», comme on appelle cette région.

Le quadrillage militaire n'a donc fait que renforcer la colère des jeunes noirs.

LA RÉUNION :

Les lycéens obligent le gouvernement à lâcher du lest sur le problème des bourses

Mardi 23, des centaines de lycéens réunionnais ont manifesté leur colère pour protester contre la décision du gouvernement d'aligner le système des bourses scolaires de la Réunion sur celui de la France.

L'intervention des CRS a provoqué une cinglante riposte des lycéens qui ont blessé plus de 32 membres des forces de répression. Des voitures furent incendiées, les vitres du collège de l'Oasis, au Port (localité proche de St-Denis, la capitale), furent brisées.

En fait, ces affrontements n'étaient que le point culminant d'un conflit qui dure depuis déjà longtemps entre lycéens réunionnais et pouvoir colonial sur le problème des bourses.

Déjà, la semaine précédente. Une manifestation importante avait eu lieu à l'appel du «Comité d'Organisation de la Jeunesse», proche du Parti Communiste Réunionnais. Plus de 3.000 lycéens s'étaient rassemblés dans les rues de St-Denis. Une grève s'était aussi étendue à l'ensemble des établissements scolaires de l'île.

Après les violents affrontements du 23 le pouvoir colonial fut contraint de lâcher du lest et de débloquer un crédit de 12 millions de francs. Cet argent devrait permettre d'assurer le régime gratuit des pensions et demi-pensions des boursiers jusqu'à la fin de l'année scolaire. Mais après ? Le gouvernement poursuivra-t-il son idée de restrictions

des pensions ?

C'est cela qui maintient encore mobilisés les milliers de lycéens réunionnais. D'autres manifestations de protestation sont prévues.

Toujours est-il que par leur action, les lycéens ont pu faire reculer le pouvoir dans un premier temps.

Martinique

Grève des Eboueurs

SUITE DE LA PAGE 1

Cependant, les ouvriers n'ont pas dit leur dernier mot et ne sont pas décidés à se laisser faire.

Pour l'instant la grève continue avec occupation des locaux, car, comme l'ont prouvé les précédentes et en particulier celle qui a eu lieu en juin de cette année, seule la lutte paie face à la rapacité de Figuières.

Quant à la population, bien sûr elle est gênée par l'entassement des ordures dans les rues, mais en général, elle comprend la nécessité pour ces travailleurs parmi les plus humbles de se battre pour avoir un meilleur niveau de vie.

Martinique :

« Laissez les vivre » : une opération publicitaire réactionnaire.

Voilà près d'un mois qu'avait été annoncée à grand renfort de publicité, la venue prochaine en Martinique de Madame Poullot, présidente de l'association française de lutte contre l'avortement «Laissez les Vivre». Ça y est ! elle est là !

Notons à ce sujet l'embrouille autour de la réelle appartenance de la dame en question. Aujourd'hui présentée comme la présidente de «Laissez les vivre», demain comme celle de «SOS futures mères» et vice versa.

En réalité, quel que soit le véritable nom de cette association, c'est toujours le même objectif réactionnaire et hypocrite qui est poursuivi : faire en sorte que les femmes enceintes se résignent à avoir l'enfant non désiré sans pour autant avoir résolu réellement les problèmes qui font qu'elles s'y refusaient. Il est tout de même vrai, que «SOS Future Mères» est une appellation plus alléchante que «Laissez les Vivre» pour les femmes en difficulté, car elle sous-entend qu'elles vont être aidées. Mais de quelle aide s'agit-il ? Payer un loyer, payer une note de médecin, donner un peu d'argent pendant la grossesse : voilà le genre de soutien qui est porté aux futures mères. Mais une fois l'enfant venu au monde, elles se retrouvent seules et bien seules avec lui.

L'avortement n'est certes pas la solution à long terme des grossesses non désirées. Mais vu l'état de la société, c'est souvent le dernier recours pour celles et ceux qui veulent un minimum contrôler leur existence. Et c'est en ce sens que les associations telles que «Laissez les vivre» ou «SOS futures mères» sont réactionnaires, elles font tout pour cantonner les femmes dans la passivité, la résignation l'assistance.

La véritable nature de ces associations est révélée par le propos de madame Poullot, et aussi par le comportement de ses défenseurs. En effet, lundi 15 Octobre lors d'une conférence de presse que cette association avait organisée et où le public était invité,

une représentante du «comité permanent de soutien aux femmes agressées» a été agressée alors qu'elle tentait de prendre la parole pour exprimer le point de vue de son organisation sur la question de l'avortement. Madame Arsenec qui par ailleurs, se voudrait femme de bonnes manières, a su revêtir pour la circonstance sa tenue de combat et a appris à la contradictrice comment dans son milieu on mène une discussion démocratique en lui arrachant le micro des mains. Il faut dire aussi qu'elle n'était pas venue sans préparation, puis qu'elle s'était échauffée quelque temps auparavant durant une réunion du RPR en Martinique.

Pour finir, cette initiative contre l'avortement, ne se contente pas d'être hypocrite, c'est aussi une manoeuvre politique, car cette dame Poullot n'a été rendre visite qu'aux gens de droite, en particulier à Emile Maurice au conseil général. C'est une autre façon de dire qu'elle n'est pas du côté des pauvres.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

COMBAT OUVRIER

Mr DUFEAL

B.P. 42

92114 CLICHY CEDEX

IMPRESSION

Imp. ERAVILLE & FILS S.A.R.L.

Commission paritaire

No 51728

A PROPOS DE LA JOURNÉE

INTERNATIONALE DU CRÉOLE

Dimanche 28 octobre, a eu lieu la journée internationale du créole à l'initiative du mouvement international «Banzil Kreyol». Mais c'est dès le vendredi qu'un peu partout dans le monde (de l'océan Indien aux Antilles en passant par les métropoles USA, Canada...) les 10 millions de créolophones étaient sollicités par des manifestations en tout genre. C'est ainsi qu'à St-Lucie et en Dominique se tenaient des animations dans les écoles, les communes, sur les ondes autour de la langue créole. En Martinique et en Guadeloupe plusieurs dizaines de personnes participaient à des débats dès le vendredi soir.

L'objectif des initiatives, selon les organisateurs est de rappeler que le créole est de par le monde une réalité vivante, qu'il est pour beaucoup disent ils «le moteur de notre vie quotidienne que l'on a trop souvent ignoré».

C'est tout à l'honneur de ces intellectuels qui ont eu, eux, accès aux langues internationales qui véhiculent l'essentiel de la culture de la planète de regarder avec sympathie et intérêt des langues comme le créole qui sont les seuls moyens d'expression des pauvres. Cela tranche avec le mépris colonial des administrateurs qui ont souvent provoqué ou toléré des brimades contre eux, les travailleurs (et leurs enfants dans les écoles), qui n'avaient d'autre ressource que de parler créole. En réaction, à un moment donné ceux qui dénonçaient le colonialisme dans tous ses aspects, ont revendiqué le créole et l'ont valorisé comme ils ont valorisé le Gros-Ka, une musique des descendants d'esclaves noirs.

Mais force est quand même de faire quelques remarques. On ne peut pas considérer la question créole, comme le font beaucoup, en dehors du contexte politique dans lequel elle évolue. Dans la quasi totalité des pays où il existe, le créole, est l'enjeu ou l'instrument de lourdes luttes politiques. En Martinique et en Guadeloupe, par exemple, les tenants du nationalisme entendent l'utiliser comme mythe unifiant, comme une valeur nationale, au même titre qu'un drapeau, qu'un hymne national. Dans leur optique, le créole, contribue à unifier le peuple (un seul !), bougeois et prolétaires, en un seul bloc dans la lutte pour l'indépendance. Or ce seul bloc ne peut se faire qu'au profit de la petite et moyenne bourgeoisie «nationale».

L'exemple des Seychelles, que l'équipe Banzil cite à maintes reprises, est édifiant, une aristocratie «de gauche», parlant quatre langues, exploite économiquement le peuple, et lui, en guise de consolation, «son fait créole». On pourrait multiplier les exemples de Ste-Lucie à Haïti en passant par la Dominique pour lesquels le créole, la culture populaire sont formellement reconnus pour mieux museler les pauvres.

Alors, bravo pour les initiatives des artisans du créole. Ils répondent aux aspirations de beaucoup de gens dans la population. Mais elles ne doivent pas servir à masquer que la condition nécessaire à un véritable épanouissement de la culture dans le peuple est l'accession des pauvres à la maîtrise de leurs affaires et à la culture de toute l'Humanité dans ce qu'elle a de mieux.